



## Délibération n°2024-125

Date de la convocation : 25 septembre 2024

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| Nombre de conseillers en exercice : | 45 |
| Nombre de conseillers présents :    | 34 |
| Nombre de conseillers votants :     | 41 |
| - dont « pour » :                   | 41 |
| - dont « contre » :                 | 0  |
| - abstention :                      | 0  |

**Objet : Création d'un emploi permanent de Directeur des Services Techniques et Infrastructures à temps complet**

**Le mardi 1<sup>er</sup> octobre 2024 à 18h45**

L'an deux mille vingt-quatre, le premier du mois d'octobre à dix-huit heures et quarante-cinq minutes, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à Mouscardès, salle du Quillier, sous la présidence de Monsieur Jean-Marc LESCOUTE, Président en exercice :

**Étaient présents :** Rachel DURQUETY, Robert BACHERE, Sylviane LESCOUTTE, Julien PEDELUCQ, Philippe LABORDE, Jean-Marc LESCOUTE, Jean-François LATASTE, Corine DE PASSOS, Bernard DUPONT, Lionnel BARGELES, Fabienne LABASTIE, Bernard MAGESCAS, Marie-Hélène SAGET, Véronique GOMES, Serge LASSERRE, Gisèle MAMOSER, Francis LAHILLADE, Didier MOUSTIE, Thierry CALOONE, François CLAUDE, Liliane MARBOEUF, Christel ROLLO, Valérie BRETHOUS, Stéphane BELLANGER, Marie-Josée SIBERCHICOT, Sandrine DARRICAU-DUFAU, Alain DIOT, Sophie DISCAZAUX, Roger LARRODE, Annie BOULAIN, Annie LAGELOUZE, Henri LALANNE

**Suppléants :** Luc DE MONSABERT, Fabienne THUILLER

**Étaient excusés :** Guy BAUBION BROYE, Marie-Françoise LABORDE,

**Procurations :** Christian DAMIANI à Julien PEDELUCQ, Dominique DUPUY à Jean-François LATASTE, Christian FORTASSIER à Didier MOUSTIE, Roland DUCAMP à Francis LAHILLADE, Didier SAKELLARIDES à Jean-Marc LESCOUTE, Isabelle DUPONT-BEAUVAIS à Liliane MARBOEUF, Jean-Luc SEMACOY à François CLAUDE,

**Absents :** Estelle LEVI, Patrick VILHEM, Thierry LE PICHON, Régine TASTET,

**Secrétaire de séance :** Jean-François LATASTE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, par lequel les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement ;

### Le Président informe l'assemblée :

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante, de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la réorganisation du service Technique et le besoin de recruter un DST afin qu'il participe à la définition des orientations stratégiques en matière de projets neufs, bâtiments, voirie et projets transversaux de l'EPCI,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, décide de créer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 les emplois suivants :**



| GRADE                           | QUOTITE<br>HEBDOMADAIRE<br>en centièmes | QUOTITE<br>HEBDOMADAIRE<br>en minutes | NOMBRE<br>DE POSTES |
|---------------------------------|---|---------------------------------------|---------------------|
| <b>Service technique</b>        |   |                                       |                     |
| Attaché                         | 35,00h                                  | 35h00                                 | 1                   |
| Attaché principal               | 35,00h                                  | 35h00                                 | 1                   |
| Ingénieur territorial           | 35,00h                                  | 35h00                                 | 1                   |
| Ingénieur principal territorial | 35,00h                                  | 35h00                                 | 1                   |

- qu'en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à **l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique**. Dans ce cas, l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans (renouvelable dans la limite totale de 6 ans),
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet que ces emplois seront inscrits au tableau des effectifs de l'établissement,
- **D'ADOPTER** la modification du tableau des emplois ainsi proposée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.
- Monsieur le Président est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier.
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat notamment sur telerecours.fr pour les particuliers justiciables.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,  
Jean Marc LESCOUTE

